

Anastasio «Tacho» Somoza Garcia. Par un de ses premiers actes destinés à affermir son emprise sur la garde, celui-ci allait sans le savoir signer sa propre perte et celle de son fils Tachito quelque 45 années plus tard. Le 21 février 1934, il ordonna l'exécution d'Augusto Cesar Sandino, l'homme qui par son charisme avait soulevé les paysans contre les *marines* lors de la seconde occupation.

Plus de 20 ans après, le 21 septembre 1956, un disciple de Sandino, le jeune poète Rigoberto Lopez Perez, assassina Somoza père, qui présentait pour la quatrième fois d'affilée sa candidature à la présidence. Encore une vingtaine d'années s'écoulèrent et le mouvement marxiste de guérilla, qui constituait le principal foyer souterrain de l'opposition à «Tachito» Somoza, s'inspira lui aussi de Sandino et se rallia au Front sandiniste de libération nationale (FSLN) formé depuis 1962.

Après la mort de Tacho, ce furent ses deux fils Luis et Anastasio qui gouvernèrent pendant dix ans le Nicaragua. Luis avait été président du Congrès et la constitution le désignait comme successeur à la présidence au moment du décès de son père. Instruit aux universités de la Californie, de la Louisiane et du Maryland, il prônait un réformisme démocratique qui irritait son frère cadet. Diplômé de West Point, Anastasio était d'un naturel foncièrement autoritaire et redoutait les conséquences du libéralisme de son frère aîné. En sa qualité de commandant de la garde nationale, il était d'ailleurs en mesure d'empêcher Luis de poursuivre son œuvre de démocratisation et de modernisation. Aux termes d'un compromis intervenu entre eux en 1963, deux présidents fantoches se succédèrent alors pour administrer sous l'étiquette de «réformistes libéraux modérés» les politiques et les programmes de Luis Somoza. Le Dr René Schick Gutierrez fut élu en 1963 et son vice-président, Lorenzo Guerrero, lui succéda à sa mort en 1966. Mais Luis mourut subitement d'une crise cardiaque en 1967 et Tachito put accéder à la présidence par le biais d'une élection entièrement truquée. Au lendemain de sa victoire électorale, deux chroniqueurs du *Los Angeles Times* prédisaient des jours sombres pour le Nicaragua en écrivant de «Tachito» qu'il était «le plus dangereux de la dynastie Somoza».

Ses fréquents recours à la brutalité policière et à la force militaire pour étouffer l'opposition à son gouvernement n'allaient d'ailleurs pas le rendre très populaire auprès de l'opinion. En 1972, au lendemain du tremblement de terre qui ravagea la capitale, il s'aliéna encore davantage la sympathie de la population en vendant à son profit personnel des terres aux dépossédés, ainsi que les provisions de secours reçues au titre de l'aide internationale.

### La garde nationale

Le président et général à cinq étoiles commença à ressentir une vive opposition à son régime dictatorial

dès le début des années 70. Au cœur de la crise, il y avait la puissante garde nationale: 12 000 hommes jouant à la fois le rôle d'armée privée et de police nationale. Placée sous les ordres de «Tachito» et de son demi-frère, le colonel José Somoza, elle représentait l'une des forces militaires les plus modernes et les mieux entraînées de toute l'Amérique latine. En fait, proportionnellement aux chiffres de population, les États-Unis ont formé à Rio Hato et dans la zone du Canal davantage de recrues de la garde nicaraguayenne que de toute autre force militaire ou policière de l'hémisphère occidental.

«Tachito» n'avait pas aussitôt pris les rênes du pays que, déjà, la garde nationale se voyait accusée de violations des droits de la personne. De fait, toute opposition déclarée au régime était menacée des pires représailles. Après enquête, la Commission interaméricaine de l'Organisation des États américains (OEA) sur les droits de la personne conclut formellement à la pratique courante de la torture et des exécutions par les soldats. Et malgré le ton très modéré de sa résolution, l'Assemblée générale des Nations Unies condamna en décembre 1978 les violations des droits de la personne au Nicaragua, encore que les États-Unis s'abstinrent de voter à cette occasion. Entretemps, la Commission permanente du Nicaragua sur les droits de la personne signalait constamment des disparitions d'individus. Beaucoup des violations les plus flagrantes furent rapportées par la Croix-Rouge du Nicaragua, elle-même souvent témoin de ces atrocités. Enfin, le bureau des affaires latino-américaines à Washington, qui avait suivi de près les violations des droits de la personne dans sa publication *Update: Latin America*, écrivit que «presque toutes les violations des droits de la personne dénoncées au Nicaragua ont été attribuées à la garde nationale».

Historiquement, les Somoza avaient gouverné le Nicaragua avec beaucoup de succès parce qu'ils opéraient sous trois couverts: d'abord, ils se disaient les alliés des syndicats, eux-mêmes concurrents; ensuite, ils se prétendaient progressistes et libéraux; enfin, ils projetaient l'image d'hommes d'État dévoués à la cause de l'indépendance socio-économique du Nicaragua.

En réalité, depuis l'arrivée des Somoza au pouvoir au début des années 30, les travailleurs des villes et des campagnes n'avaient que très peu amélioré leur sort. Comme la plupart des groupes qui essayaient de s'organiser sous l'œil vigilant du régime, ils n'avaient gagné aucune influence réelle dans le système politique. Les Somoza étaient présents partout dans le secteur économique, de sorte que la main-d'œuvre devenait un atout important dans leurs intérêts familiaux. On a estimé que plus du sixième de l'économie du Nicaragua était contrôlé directement par les entreprises de la famille: la société nationale de transport aérien, les sociétés de transport maritime, deux ports de mer, des compagnies de construction et des cimenteries, des franchises d'importation et d'importantes